TRÉSOR
DIRECTION GÉNÉRALE
Publications
des Services économiques

La lettre économique et financière de l'Autriche

© DG Trésor

novembre- décembre 2020

La lumière au bout du tunnel

*Depuis le 7 décembre**, l'Autriche vit au rythme d'un « déconfinement » partiel** et a autorisé un allègement des restrictions pour les 24 et 25 décembre, permettant les rassemblements jusqu'à 10 personnes de foyers différents. A partir du 24 décembre, les Länder pourront décider de rouvrir les stations de ski mais dans des conditions strictes, limitant de facto les séjours à la journée et à la clientèle locale. De même, depuis le 19 décembre, l'entrée sur le territoire autrichien est soumise à de nouvelles conditions à savoir une quarantaine obligatoire de 10 jours ne pouvant être raccourcie que par un test négatif après 5 jours pour les pays considérés à risque, c'est-à-dire actuellement la grande majorité des pays européens.*

*Face au risque d'une remontée des infections pendant la période des fêtes, le gouvernement **a tranché le 18 décembre pour un nouveau confinement généralisé au lendemain de Noël, jusqu'au 18 janvier** (à ce jour, jusqu'au 4 janvier selon les textes adoptés par le Parlement). A cette date, l'ensemble des commerces devraient rouvrir et les écoles reprendre les cours en présentiel. Des tests de masse seront menés à nouveau entre le 8 et le 17 janvier après que la participation aux premiers tests massifs mi-décembre a été décevante (23 % de la population). Cette fois, les autorités assortiraient les tests d'incitations : les personnes testées et négatives se verraient autoriser à circuler librement, tandis que les autres pourraient devoir encore patienter une semaine ; toutefois les dispositions légales n'ont à ce jour pas encore été promulguées. Est évoquée également la possibilité de restreindre l'accès aux lieux publics à la production d'un test négatif, sans que les modalités pratiques ni la compatibilité de ce système avec la constitution ne soit clarifiée.*

***Malgré cette année 2020 particulièrement compliquée pour nous tous, la lettre mensuelle souhaite finir sur une note positive** : l'arrivée des vaccins anti Covid dont l'achat a été cordonné par l'Union européenne, l'adoption du plan de relance européen résolument tourné vers l'avenir, le rehaussement de l'ambition climatique de l'UE en vue de réduire les émissions de CO_2 de 55 % en 2030. Autant de décisions qui montrent que malgré la crise ou peut-être grâce à elle, l'Europe avance.*

Le service économique vous souhaite de bonnes fêtes et une meilleure année 2021 !
Frohe Weihnachten und einen guten Rutsch!

TRÉSOR DIRECTION GÉNÉRALE
Publications des Services économiques

Veille mensuelle de Vienne – novembre-décembre 2020 - © DG Trésor

MACROÉCONOMIE ET POLITIQUE ÉCONOMIQUE 2
- *Macroéconomie* 2
- *Politique publique* 3
- *Finances publiques* 4
- *Echanges* 4
- *Emploi* 5
- *Questions sociales* 5

VEILLE SECTORIELLE 6
- *Services financiers* 6
- *Energie et environnement* 6
- *Transports* 7
- *Tourisme* 7
- *Immobilier* 7
- *Agriculture* 8

RELATIONS BILATERALES 8

LES CHIFFRES CLES DE L'ECONOMIE EN BREF 9

Haut du document

MACROÉCONOMIE ET POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Macroéconomie

La reprise en 2021 sous la menace de futurs confinements

Alors que l'Autriche sort progressivement de son 2ème confinement (03/11-06/12) et qu'un 3ème confinement se profile juste après Noël pour durer jusqu'au 18 janvier, les instituts de conjoncture, WIFO et IHS, ont actualisé le 18 décembre leurs prévisions. Cette année, la contraction du PIB devrait être comprise entre -7,3 et -7,5 % (COM : -7,1 %), due notamment au repli de la consommation des ménages (-8,3 %) et au recul du commerce extérieur (exportations B&S: -11,6 %). Sous ces conditions, le déficit public sera compris en 2020 entre -10,1 % et -10,7 % ; le chômage devrait atteindre 5,4 % (COM = 5,5 %) et les prix afficheront une progression de 1,4 %, bien supérieure à l'inflation dans la zone euro (0,3 %). Pour les deux prochaines années, les instituts anticipent un rebond compris entre +2,5 et +3,1 % en 2021 et aux alentours de 3,6 % en 2022. Toutefois, les prévisions pour 2021 sont fortement soumises aux incertitudes sanitaires. Alors que l'économie autrichienne est également dépendante d'une reprise économique chez ses partenaires commerciaux, notamment l'Italie et les Etats-Unis, les prévisionnistes envisagent une hausse significative du commerce extérieur en 2021 et en 2022 et une reprise massive du tourisme (+90 % en 2021 après -62 % en 2020) qui contribue à hauteur de 7,3 % à la formation du PIB. Sous le scénario le plus optimiste, le déficit public en 2021 devrait revenir à -6,4 % voire -5,5 % du PIB pour lentement se résorber à -3,0 % en 2022. En revanche, un nouveau confinement strict en 2021 contribuerait à maintenir le déficit public en 2021 aux alentours de 10 % du PIB, évoluant vers -6,2 % en 2022. Le WIFO exhorte le gouvernement autrichien et l'UE à maintenir les aides à l'économie après la sortie de la crise sanitaire afin de ne pas juguler trop tôt une reprise timide. Les instituts jugent aussi qu'il convient d'engager les politiques en faveur du climat, parallèlement à la lutte contre la crise sanitaire et économique.

L'IPCH en hausse de 1,1 %

Tirés par l'évolution des loyers et l'entretien des locaux, les prix à la consommation progressent solidement en Autriche, contrairement à la moyenne européenne. En novembre, l'inflation s'est maintenue à +1,3 % en glissement annuel, comme les mois précédents. Les loyers ont augmenté de 5,6 % par rapport à novembre 2019, l'entretien des logements de 2,7 %. En revanche, les prix de l'énergie pour le chauffage ont reculé de 2,2 %, notamment en raison du repli de 31 % du prix du fuel domestique et du gaz (-2,4 %). Les prix de l'alimentation et des boissons non alcoolisées ont progressé de 2,7 % en moyenne (viande : +3,2 % ; fruits : +6,6 % ; légumes : +4,7 %). En sens inverse, les prix des transports se sont repliés de 3,1 % en raison du recul des prix des carburants (-16,3 %). En comparaison internationale, l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) se maintient en novembre comme en octobre en hausse de 1,1 % en raison de la pondération différente de l'IPC (France : 0,2 % ; Allemagne : -0,7 % ; Zone euro : -0,3 %).

Les statistiques des faillites ne reflètent pas la réalité des entreprises

Selon l'agence d'évaluation du crédit *Kreditschutzverband* 1870 (KSV), le nombre des faillites des entreprises a chuté de près de 40 % en 2020 à environ 3 000 tandis que le nombre des salariés impactés a diminué de -5,2 % à 16 300 personnes. C'est le nombre de faillites le plus bas depuis 1990. Ce développement s'explique par les mesures d'aides du gouvernement dans le cadre de la crise sanitaire et le gel des procédures judiciaires. En revanche, les dettes des entreprises en faillite étaient en forte hausse de plus de 75 % à près de 3 Mrd EUR dont 800 M EUR pour la *Commerzialbank Mattersburg* (la troisième plus grande faillite de l'histoire autrichienne) et 300 M EUR pour *l'Anglo Austrian Bank*. Le KSV prévoit une augmentation du nombre de faillites d'environ 20-25 % à partir du deuxième trimestre 2021 par rapport à 2019, en supposant qu'aucune autre mesure d'aide ne soit prise par le gouvernement. S'agissant des faillites personnelles, leur nombre est en recul de -22,7 % et a représenté 7 400 cas impliquant un volume de dettes de 1,1 M EUR.

Politique publique

Une compensation du chiffre d'affaires pour les entreprises fermées

Contraint de confiner le pays dès le 3 novembre, le gouvernement a mis en place des aides supplémentaires pour les entreprises fermées administrativement. Entre le 17 novembre et le 6 décembre, seuls les commerces jugés essentiels (pharmacies, alimentations, stations-service, etc.) ont pu rester ouverts. Afin de compenser le recul brutal du chiffre d'affaires (CA) en novembre, une nouvelle aide de l'Etat, la compensation du CA (*Lockdown-Umsatzersatz*), a été adoptée, assurant aux entreprises 80 % du CA de novembre 2019. Comme le recul de la pandémie n'a été aussi marqué qu'escompté, certains secteurs comme le tourisme (gastronomie et hôtellerie), une partie de la culture, les loisirs n'ont pas été autorisés à rouvrir le 7 décembre et resteront fermés jusqu'au 18 janvier suite au 3ème confinement. Pour les soutenir, la compensation de CA a été prorogée en décembre mais à un taux de remplacement ramené à 50 % du CA de décembre 2019. L'aide est plafonnée à 800 000 EUR. Au 18 décembre, plus de 65 000 dossiers ont été déposés et 1,4 Mrd EUR a été versé. Toutefois, de nombreuses entreprises, touchées indirectement comme les grossistes, ne peuvent y prétendre malgré l'impact du confinement sur leur activité.

Une nouvelle forme de compensation des pertes subies ou prévisibles (*Verlustersatz*) sur la période du 16 septembre 2020 au 30 juin 2021 est également disponible. Toute entreprise constatant un recul du CA de 30 % peut en faire la demande par le biais d'un expert-comptable. Le montant de cette aide est plafonné à 3 M EUR.

Avec un taux de R&D de 3,19 %, l'Autriche se place au deuxième rang en Union européenne

En 2019, les dépenses consacrées à la recherche et au développement en Autriche ont atteint 12,7 Mrd EUR. Selon Statistik Austria, 6 Mrd EUR des dépenses sont supportées par les entreprises domestiques et 2 Mrd EUR par les entreprises étrangères présentes en Autriche. L'Etat fédéral a participé à hauteur de 3,1 Mrd EUR, la part des Länder s'élevant à 550 M EUR. 6 % ont été accordés sous forme de crédit d'impôt recherche. Selon eurostat, l'Autriche occupe le deuxième rang en Union européenne, avec un taux de R&D de 3,19 %, derrière la Suède (3,39 %) et devant l'Allemagne (3,17 %). La France affiche un taux de 2,19 %, égal à la moyenne européenne.

Finances publiques

La crise COVID-19 fait doubler les émissions d'emprunts de l'Etat

En 2020, le volume des émissions d'emprunts de l'Etat a atteint 63 Mrd EUR contre 31-34 Mrd EUR initialement prévus. L'agence de financement de l'Etat (OeBFA, *Oesterreichische Bundesfinanzierungsagentur*) prévoit pour 2021 emprunter 65 Mrd EUR. Cette augmentation s'explique par l'annonce par le ministre des Finances d'un déficit à hauteur de 9,5 % en 2020 et 6,3 % en 2021 lié à la crise sanitaire. Un calendrier des émissions obligataires a été établi, les enchères auront lieu une fois par mois. A la fin du mois de novembre, la dette de l'Etat fédéral s'est élevée à 233,5 Mrd EUR pourvue d'un taux d'intérêt effectif de 1,52 %, l'écart entre les obligations d'État autrichiennes à 10 ans et celles de l'Allemagne étant de 15 points de base.

Echanges

Forte augmentation pour les échanges de produits pharmaceutiques dans les deux sens

Selon les Douanes françaises, la France a exporté vers l'Autriche des marchandises à hauteur de 2,7 Mrd EUR au cours des neuf premiers mois 2020, en baisse de -12,3 % par rapport à la période janvier-septembre 2019. Avec 364 M EUR (-25,1 %), les matériels de transport se placent en premier rang des produits exportés par la France à destination de l'Autriche, suivis par les produits chimiques, parfums et cosmétiques avec 325 M EUR (- 7,2 %). Les exportations des produits pharmaceutiques affichent la plus forte hausse avec +17,4 % pour atteindre 314 M EUR. Les importations en provenance de l'Autriche reculent de -9,4 % à 4,12 Mrd EUR. Avec 1,1 Mrd EUR (+28,7 %), les produits pharmaceutiques se placent en premier rang des produits importés par la France en provenance de l'Autriche, suivis par les machines industrielles et agricoles avec 738 M EUR (-14,2 %) et les produits métallurgiques et métalliques avec 553 M EUR (- 20,5 %). Notre déficit s'améliore légèrement de 52 M EUR pour atteindre - 1,4 Mrd EUR, le poste le plus déficitaire étant les produits pharmaceutiques (- 751 M EUR). On note un solde positif de 128 M EUR pour les textiles, habillement, cuir et chaussures, de 96 M EUR pour les matériels de transport, de 71 M EUR pour les produits chimiques, parfums et cosmétiques ainsi que de 46 M EUR pour les produits agricoles.

S'agissant du commerce extérieur global de l'Autriche, les exportations sont en baisse de -9 % pour atteindre 104,6 Mrd EUR pour les neuf premiers mois 2019. Les importations reculent de -11,2 % à 105,6 Mrd EUR ce qui donne un déficit de 1 Mrd EUR contre 4 Mrd EUR pour les neuf premiers mois de l'année précédente. Ce solde négatif est entièrement dû au déficit dans les échanges avec les Etats-membres de l'Union européenne, le solde dans les échanges avec les pays-tiers étant équilibré.

Emploi

Forte progression du chômage partiel

La crise sanitaire continue à affecter le marché du travail en Autriche. Lors du premier confinement, fin mai, plus d'1,3 million de salariés (35 % de l'emploi salarié) étaient placés en activité réduite (*Kurzarbeit*). Le nombre de salariés en activité réduite s'était ensuite replié depuis la fin de l'été à 133 000 personnes puis est reparti à la hausse à partir du deuxième lockdown dès le 3 novembre. Mi-décembre le chômage partiel atteignait 366 500 personnes. La perspective d'un troisième confinement au-delà de la mi-janvier laisse craindre une recrudescence du chômage partiel, voire un transfert vers le chômage dur. Pourtant certains économistes mettent en garde contre cet instrument, lui reprochant son coût mais également de bloquer une main d'œuvre qui pourrait être employée dans d'autres secteurs. Au 15 décembre, 5,3 Mrd EUR ont été versés aux entreprises au titre de la prise en charge de l'activité réduite. Le gouvernement avait prévu une enveloppe de 12 Mrd EUR mais à cette date, seuls 9,4 Mrd EUR ont été engagés.

Questions sociales

Le dossier épineux du télétravail

Dans le contexte de crise sanitaire, il semblait important pour le gouvernement d'encadrer légalement le télétravail qui jusqu'alors repose sur un accord entre employeur et employés. La Ministre du travail, Mme Aschbacher, avait en octobre demandé aux partenaires sociaux de lui faire des propositions en vue de définir un cadre légal souhaitant des résultats pour le mois de mars. Si la question de la protection contre les accidents de travail a pu être rapidement réglée par le Parlement via une extension de la protection déjà en vigueur sur le lieu de travail, la compensation des coûts supplémentaires que le salarié au télétravail doit supporter (connexion internet, surconsommation en chauffage, en électricité), le régime fiscal appliquée à une telle compensation, la répartition du temps de travail et le droit à la déconnexion n'ont pas encore trouvé de réponse à ce jour. Autant le Patronat, représenté par la Chambre fédérale d'économie WKO, ne souhaite pas accorder un droit au télétravail pour le salarié, autant la Chambre fédérale des Travailleurs n'entend pas octroyer une obligation au télétravail émanant de l'employeur. Du côté des syndicats, il parait évident qu'outre la fourniture des équipements informatiques indispensables au télétravail, l'employeur doit dédommager le salarié de surconsommations subies, sans que cela puisse avoir un effet sur la charge fiscale du salarié.

Haut du document

VEILLE SECTORIELLE

Services financiers

Les assureurs autrichiens continuent leur expansion en Europe de l'Est

Après l'acquisition des activités d'AXA en Pologne, Tchéquie et Slovaquie par le numéro 2 des assureurs autrichiens UNIQA, c'est au premier assureur de l'Autriche, Vienna Insurance Group VIG, de reprendre les activités de l'assureur néerlandais Aegon en Hongrie, Pologne, Roumanie et Turquie. L'opération comprend des compagnies d'assurance, des fonds de pension, des sociétés de gestion d'actifs et de services avec un volume de primes d'assurance d'environ 600 M EUR, un volume de fonds de pension sous gestion d'environ 5 Mrd EUR et apporte une clientèle supplémentaire totalisant 4,5 millions de clients. En Hongrie, Vienna Insurance Group passera du sixième rang au premier rang du marché. Le prix d'achat s'élève à 830 M EUR. Le groupe VIG emploie 25 000 personnes œuvrant dans 50 filiales dans 30 pays. UNIQA qui emploie 12 700 personnes dont environ 6 000 en Autriche, a annoncé fin novembre vouloir supprimer 600 postes dont la grande partie en Autriche.

Energie et environnement

OMV continue à se diversifier

L'entreprise britannique de gestion de station-service *Euro Garages* (EG Group) a conclu un accord de rachat avec le groupe pétrolier OMV (*Österreichische Mineralölverwaltung*) pour acquérir 285 stations dans les régions allemandes de Bavière et Bade-Wurtemberg pour 485 M EUR. Cette transaction fait partie du plan de désinvestissement de la part d'OMV à hauteur de 2 Mrd EUR afin de réduire l'endettement du groupe qui résulte de l'augmentation en avril de sa participation dans l'entreprise chimique Borealis de 39 % à 75 % pour une valeur de 4,1 Mrd EUR. Le rachat devrait être finalisé au deuxième semestre 2021, après l'approbation des autorités de régulation. Parallèlement, OMV a annoncé vouloir investir d'ici 2023 un montant de 200 M EUR en faveur de la production de biocarburants à partir d'huile végétale et de déchets liquides tels que l'huile de cuisson usagée sur le site de sa raffinerie de Schwechat à l'Est de Vienne. De plus, OMV et l'énergéticien Verbund ont mis en service mi-décembre la plus grande centrale photovoltaïque d'Autriche située en Basse-Autriche. L'installation qui a coûté 10 M EUR, est destinée à couvrir un dixième de la consommation d'électricité d'OMV Autriche et à servir de projet pilote pour d'autres installations photovoltaïques de ce type à l'étranger également.

La consommation énergétique augmente pour revenir au niveau de 2017

Du bilan énergétique pour l'Autriche en 2019 établi par Statistik Austria, il ressort que la consommation énergétique a augmenté de 1 % à 1 139 pétajoules (PJ) après un recul de 1 % en 2018 pour revenir au niveau de 2017. Ce développement s'explique par l'augmentation de l'énergie nécessaire pour le transport (+2 %), notamment aérien (+15 %), et pour le transport routier (+1 %). La consommation des ménages a progressé de 2 % (281 PJ) et celle du secteur des services qui contribue à 60 % à la mise à disposition de l'énergie nécessaire pour le chauffage, de 3 % (112 PJ). La consommation de l'industrie par contre affiche une baisse de -2 % (312 PJ), malgré la hausse de la production industrielle. Par ailleurs, les gestionnaires du réseau électrique viennent

d'annoncer des investissements dans le réseau de transmission à hauteur de 18 Mrd EUR d'ici 2030 dont 3,1 Mrd EUR pour Austrian Power Grid, en vue de l'augmentation de l'électricité d'origine renouvelable dans le réseau.

Transports

Vienne et Paris seront reliées par une nouvelle ligne de train de nuit à partir de décembre 2021

En marge du Conseil des ministres des Transports de l'Union européenne le 8 décembre 2020, les opérateurs ferroviaires ÖBB, SNCF, Deutsche Bahn et les Chemins de fer fédéraux suisses ont signé un protocole d'accord pour fixer le cadre d'une future coopération pour les services de trains de nuit. Les parties prévoient d'offrir de nouvelles liaisons de trains de nuit telles que Vienne-Munich-Paris à partir de décembre 2021 et de rallier 13 grandes villes européennes jusqu'à 2024 dans le cadre du concept Trans-Europ-Express (TEE) 2.0. Les ÖBB vont étendre leurs 19 liaisons de nuit actuelles à 26 par le biais de coopérations. Le directeur général des ÖBB, Andreas Matthä, s'attend à ce que le nombre d'utilisateurs des trains de nuit double, passant de 1,4 million dans la période pré-COVID-19 à près de 3 millions. Selon la ministre des Transports, Leonore Gewessler, 500 M EUR seront investis dans les trains de nuit en Autriche au cours des prochaines années.

Tourisme

Arrivées, nuitées et chiffre d'affaires en chute libre pour le tourisme d'été

Le tourisme en Autriche affiche pour la saison estivale 2020 (mai-octobre 2020) un total de 53,8 millions de nuitées comptabilisées (-32 %) et 14,7 millions de visiteurs (-43 %) dont 7,5 millions d'étrangers (-56 %) et 7,1 millions d'Autrichiens (-15 %). Les résultats divergent fortement selon les Länder avec le recul le plus important pour les nuitées à Vienne (-81 %) contre -11 % pour la Carinthie. On note une légère augmentation de la durée moyenne des séjours à 3,7 nuits. Selon l'institut WIFO, le chiffre d'affaires dans le tourisme a chuté de -30,5 % en glissement annuel pour atteindre 10 Mrd EUR. La plus forte baisse du chiffre d'affaires a été enregistrée à Vienne avec -80 %. Pour le tourisme d'hiver, le WIFO prévoit un recul du nombre de nuitées de 75 % par rapport à la saison d'hiver 2018/19 avant COVID. Le gouvernement autrichien laissera aux Länder le soin d'autoriser l'ouverture des stations de ski à partir du 24 décembre, sous conditions strictes. Seuls les touristes à la journée seront admis, les hôtels et restaurant restants fermés jusqu'au 18 janvier (au moins) et avec une capacité pour les remontées mécaniques limitées à 50%.

Immobilier

Les prix immobiliers continuent à grimper

L'analyse du marché immobilier par la banque centrale d'Autriche OeNB montre une nouvelle accélération de la hausse des prix de l'immobilier résidentiel autrichien au troisième trimestre 2020 à 9,5 %, après une hausse de 5,2 % au deuxième trimestre. La ville de Vienne a connu une hausse des prix de +9,4 % contre 4,1 % au trimestre précédent. Dans les provinces, hors Vienne, les prix ont augmenté de 9,7 % en glissement annuel (après 6,8 %). L'hypothèse selon laquelle les hausses de prix des maisons individuelles dues à la crise COVID-19 (tendance aux bureaux à domicile) sont

imputables au désir accru de vivre à la campagne ou avec un jardin s'impose de plus en plus.

Agriculture

Le bio : succès à l'autrichienne

Contrainte par sa topographie (handicaps naturels) à des produits de niche, l'Autriche est pays pionnier en matière d'agriculture biologique (AB). Avec 25 % de la surface agricole utile (FR et DE : env. 10 %) consacrée à cette forme d'agriculture pratiquée par 23 % des agriculteurs autrichiens, le bio ne cesse de séduire les ménages autrichiens : au 1er semestre 2020, la dépense moyenne des foyers en produits frais issus de l'AB atteignait 97 EUR, soit une hausse de 17 %. Selon le ministère de l'agriculture, il semblerait que la crise Covid-19 ait renforcé le désir des ménages de consommer « bio ». En décembre, 1,2 Mrd EUR a été versé aux agriculteurs autrichiens au titre des aides directes, du programme agroenvironnemental ÖPUL et des indemnités compensatrices (ICHN) pour l'année 2020. Les aides directes représentent 673 M EUR, issues de la PAC ; le programme ÖPUL 335 M EUR et les compensations 193 M EUR.

Haut du document

RELATIONS BILATERALES

ANDRITZ acquiert la société Laroche en France

Le groupe technologique ANDRITZ a signé un accord avec Laroche, basé à Cours dans le département du Rhône, pour acquérir LM Industries comprenant Laroche SA et Miltec SA, France. ANDRITZ reprendra toutes les entités de Laroche et leurs activités dans le monde. La clôture de la transaction est attendue début 2021. Laroche est l'un des principaux fournisseurs de technologies de traitement des fibres, le portefeuille de produits complétant la gamme de produits ANDRITZ Nonwoven. Le groupe autrichien, coté à la bourse de Vienne, emploie 27 800 personnes sur 280 sites dans 40 pays.

ATOS acquiert SEC Consult en Autriche

Atos, spécialiste de la transformation digitale, a finalisé l'acquisition de SEC Consult, une société de conseil dans le domaine de la cybersécurité sise à Wiener Neustadt. Grâce à cette acquisition, Atos sera en mesure de développer de nouveaux domaines d'expertise en cybersécurité, notamment en matière de tests de sécurité. D'autre part, Atos va étendre sa présence en Asie du sud Est (Singapour, Thaïlande, Malaisie) et confirmer sa position de leader dans les services de cybersécurité en Allemagne, Autriche, Suisse. Au total, Atos compte 110 000 employés dans 73 pays et affiche un chiffre d'affaires de 12 Mrd EUR.

LES CHIFFRES CLES DE L'ECONOMIE EN BREF

Principaux indicateurs économiques

	Prévisionnistes internationaux								Prévisionnistes nationaux										
	OCDE			FMI		Commission européenne			OeNB				WIFO			IHS			
	déc 2020			oct 2020		nov 2020			déc 2020				déc 2020			déc 2020			
				Prévisions		Prévisions d'automne 2020			Prévisions				Scenario "No Policy Change" (*)			Prévisions			
	2020	2021	2022	2020	2021	2020	2021	2022	2020	2021	2022	2023	2020	2021	2022	2020	2021	2022	
Principaux indicateurs																			
Evolution annuelle en %																			
PIB réel (1)	-8,0	1,4	2,3	-6,7	4,6	-7,1	4,1	2,5	-7,1	3,6	4,0	2,2	-7,3	4,5	3,5	-7,5	3,1	3,8	
Consommation privée (réel)	-7,9	2,9	2,3			-7,2	5,0	2,5	-8,8	3,9	4,7	2,0	-8,3	5,9	3,0	-8,3	5,6	3,0	
Demande des administrations publiques (réel)	1,2	1,2	1,2			1,7	1,5	0,9	0,7	1,2	0,8	0,9	0,9	1,6	1,0	0,8	1,5	0,5	
Formation brute de capital fixe (réel)	-7,0	1,9	3,2			-6,0	3,2	2,4	-4,1	4,0	4,7	2,7	-5,0	4,0	2,9	-4,9	4,1	2,4	
Exportations (réel)	-13,3	4,0	4,3			-11,5	5,5	3,8	-11,8	5,4	5,5	3,7	-11,6	5,2	7,3	-11,2	5,7	6,0	
Importations (réel)	-12,7	3,9	4,5			-9,4	4,8	3,1	-11,0	4,1	5,8	3,8	-11,0	6,2	6,0	-10,0	8,2	4,4	
Productivité (2)	-5,4	1,5	0,8			-4,6	2,6	1,4	-5,3	2,7	2,1	0,7				-5,6	2,0	2,2	
Déflateur du PIB	0,7	1,1	1,1			2,0	1,9	1,6	0,9	0,2	1,5	1,7				1,5	1,5	1,8	
IPCH (1)	1,3	1,3	1,6	1,2	1,8	1,5	1,7	1,7	1,3	1,4	1,7	1,7	1,4	1,5	1,6	1,4	1,6	1,9	
Coûts unitaires du travail	7,1	5,8	2,9			6,0	-2,0	0,6	5,8	-0,7	0,2	1,9	6,4	-1,7	0,2				
Emploi salarié	-2,6	0,0	1,5			-2,5	1,5	1,2	-1,9	0,9	1,9	1,5	-2,0	1,3	2,0	-2,0	1,0	1,5	
en % de la population active																			
Taux de chômage	5,6	5,6	5,1	5,8	5,5	5,5	5,1	4,9	5,3	5,6	5,1	4,8	5,4	5,1	4,8	5,4	5,3	5,0	
en % du PIB nominal																			
Balance courrante	2,9	3,1	3,2	2,4	2,5	2,3	2,9	3,2	2,4	2,4	2,3	2,4	2,6	2,2	3,0				
Solde des finances publiques	-10,5	-6,7	-2,6	-9,9	-3,9	-9,6	-6,4	-3,7	-9,2	-6,3	-2,9	-1,4	-10,1	-5,5	-3,0	-10,7	-6,4	-3,0	
Les hypothèses																			
Prix du pétrole en USD/baril (1)	40,6	40,0	40,0	41,7	46,7	42,6	44,6	46,4	41,6	44,0	45,7	46,9	43,0	48,0	49,0	43,2	48,5	50,0	
Taux d'intérêt à court terme en %	-0,4	-0,5	-0,5	-0,4	-0,5	-0,4	-0,5	-0,6	-0,4	-0,5	-0,5	-0,5	-0,4	-0,4	-0,3	-0,4	-0,5	-0,5	
Taux de change USD/EUR	1,14	1,17	1,17	1,14	1,23	1,14	1,18	1,18	1,14	1,18	1,18	1,18	1,15	1,18	1,18	1,14	1,21	1,21	

Source: OCDE, FMI, Commission européenne

Source: OeNB, WIFO, IHS.

2) OeNB et WIFO : productivité horaire du travail ; IHS : productivité du travail par employé

Dernière mise à jour le 11/12/2020, 15h59

Dernière mise à jour le 18/12/2020; 17h12

(*) Projection du Wifo du 18/12 après les effets du 2ème confinement mais sans les effets éventuels d'un 3ème confinement en 2021. **Les effets d'un tel scénario limiteraient la croissance en 2021 à 2,5 % du PIB.**

Copyright
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Vienne (adresser les demandes à vienne@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité
Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur :
Service Économique de Vienne
Adresse : Reisnerstrasse 50/10
1030 Vienne
Autriche

Rédigé par : Susanne Maynhardt, Pascal Chaumont,
Relu par : Claire Thirriot-Kwant, Conseillère économique

Version du 23 décembre 2020
Version originelle : Septembre 2013
Rédaction achevée le 22 décembre 2020